



Famine et idéologie

François Jean

Article publié dans la revue Commentaire, N°42, Eté 1988

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Famine et idéologie

La terre noire fut semée d'os
et arrosée de sang
pour une récolte de désolation
dans le pays de Rus'
Le dit d'Igor (XIIe siècle)

C'est sur ces vers prophétiques que s'ouvre un livre récent¹ consacré à l'une des facettes les plus méconnues de l'histoire contemporaine : la famine. Une famine visible parfois sur nos écrans de télévision et d'autant plus insupportable qu'elle apparaît comme une survivance d'un autre âge. Et pourtant ! Les famines ont fait, au XXe siècle, autant de morts que les conflits entre Etats. Sait-on, en effet, que la seule famine d'Ukraine et du Caucase du Nord a tué autant de paysans que la Première Guerre mondiale a tué de combattants ? Sait-on également que les victimes du « Grand Bond en avant » sont aussi nombreuses que celles – civiles ou militaires – de la Seconde Guerre mondiale en Europe ? Sait-on enfin que le bilan de la famine en Ethiopie de 1984-1985 est sans doute aussi lourd que celui – ô combien provisoire – du conflit entre l'Irak et l'Iran ? Arrêtons là ce macabre décompte qui ne vaut d'être rappelé que pour pallier l'étonnante ignorance où nous sommes de ces événements. L'ampleur du désastre n'a pas suffi en effet à retenir durablement l'attention : face à la guerre, profondément ancrée dans l'imaginaire occidental comme le symbole du mal absolu, la famine n'effleure les consciences que par intermittence. Les images tragiques d'enfants affamés frappent au cœur avant d'être emportées dans le cycle de l'actualité.

Toute réflexion paraît superflue dans cette confrontation intempestive avec la détresse absolue : face aux milliers d'ouvrages consacrés aux conflits, on aurait peine à recenser quelques livres sur les famines, pour la plupart connus des seuls spécialistes. Certes, nombre de tragédies ont pu passer inaperçues pour avoir été longtemps occultées. Ainsi faudra-t-il attendre l'après-guerre et son flot de réfugiés, la déstalinisation et ses demi-vérités pour que l'hécatombe ukrainienne apparaisse dans toute son ampleur. De même, les craintes les plus lucides des *China watchers* sur le bilan des « années noires » ne seront confirmées que vingt ans plus tard lors de la diffusion d'informations inédites sur l'évolution démographique de la Chine. Mais, même lorsque les témoignages s'accumulent et que les catastrophes se lisent jusque dans les statistiques officielles, l'indifférence a raison des ultimes évidences. Le poids de l'oubli est d'autant plus lourd qu'il recouvre les leçons de l'histoire, pourtant fondamentales dans la compréhension des grandes famines de ce siècle.

¹ Robert Conquest, *The harvest of sorrow*, Oxford University Press, 1986

Des famines politiques

A l'instar de la guerre qui, depuis un demi-siècle, a largement débordé des champs de bataille, la famine a considérablement gagné en extension et en capacité de destruction. Ainsi, le nombre des personnes menacées par les famines soviétiques de 1921 (13 millions) ou de 1933 (près de 30 millions pour la seule Ukraine) est sans commune mesure avec celui des affamés de 1891, 1906, et 1911 qui ne dépassa jamais les trois millions sur l'ensemble du territoire russe. La mortalité constatée lors de la famine d'Ukraine est également sans précédent : le cinquième de la population mourut dans ce grenier à blé d'Europe centrale. De même, le nombre des victimes de Grand Bond en avant dépasse, et de très loin, celui des famines chinoises du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle. Le drame des « années noires » marque l'apparition d'un nouveau type de famine qui non seulement frappa toutes les parties du pays, mais le fit trois ans durant, fait sans précédent. Enfin, la famine éthiopienne de 1984-1985 a sans doute fait trois fois plus de victimes que la précédente famine de 1972-1973. Elle n'a en tout cas rien de comparable avec les famines sahéliennes dont les victimes se comptent en milliers et non en centaines de milliers.

Ces famines, on s'en doute, sont plus politiques que climatiques, comme l'ont d'ailleurs reconnu certains dirigeants chinois et éthiopiens. Elles ne sont pas non plus, sauf en Ethiopie, liées à une situation de conflit : si guerre il y eut, elle opposa l'Etat à la paysannerie dans son ensemble. Seule une partie, du reste, était armée et toutes les victimes furent des paysans. Rompant avec une tradition millénaire de massacres au détail, notre siècle a inauguré l'ère des grandes hécatombes : les carnages ordinaires ont laissé place à de formidables entreprises de prophylaxie sociale où la liquidation du vieil homme est parfois orchestrée jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. La famine, en effet, n'a pas seulement changé d'échelle, elle a aussi changé de nature : de fléau immémorial et de calamité naturelle, elle devient phénomène moderne et acte de gouvernement ; de tribut versé à la guerre, elle devient sacrifice à l'idéologie.

La famine éthiopienne fournit une remarquable illustration de cette évolution. Résultante de la sécheresse, de la guerre et des politiques du régime, elle juxtapose, dans une situation d'une rare complexité, des traits traditionnels repérables lors des précédentes famines et des caractéristiques nouvelles qui ont trouvé en U.R.S.S et en Chine leur forme la plus achevée et la plus meurtrière. A cinquante ans d'intervalle, le même drame se joue sous le regard incrédule du téléspectateur, affublé pour l'occasion de lunettes météorologiques. Non qu'il s'agisse d'événements similaires par leur origine, leur ampleur ou leurs implications mais parce qu'ils procèdent d'une même approche du réel, d'une même vision du futur, d'une même volonté exacerbée de transformation sociale. Au-delà de différences manifestes, une même logique est à l'œuvre qui précipitera les trois pays dans des désastres sans précédent.

Famines politiques : les chiffres

Les estimations du bilan de la famine éthiopienne de 1984-1985 varient entre 600 000 et 1 million de morts, soit une « fourchette » sensiblement équivalente à celle des pertes du conflit Irak-Iran entre 1980 et 1986.

Pour les deux conflits mondiaux, nous nous basons sur les évaluations du spécialiste soviétique B. Ourlanis. Ces données, parfois contestées en ce qu'elles surestiment, de l'avis de la plupart des observateurs, les pertes soviétiques, ont l'avantage d'être synthétiques. B. Ourlanis évalue à 6 millions le nombre de militaires tués au combat en 1914-1918 et à 26 millions la surmortalité liée au second conflit mondial en Europe (sans compter les millions de victimes des camps de concentration et d'extermination nazis).

Pour le Grand Bond en avant, le démographe G. Calot, sur la base d'informations communiquées par la Chine à l'occasion du recensement de 1982, estime à 28 millions le nombre des victimes des « années noires » (1959-1961).

Pour la famine d'Ukraine (1932-1933), l'analyse est rendue difficile par l'absence de données officielles. Sur la base d'une comparaison des recensements de 1926 et de 1939 et en tenant compte du croît démographique « normal » sur la période, les observateurs les plus prudents (R. Conquest, J. Mace...) évaluent à 14,5 millions le nombre des victimes de la terreur rurale dans l'Union soviétique des années trente, soit 6,5 millions pour la dékoulakisation, 1 million pour la collectivisation au Kazakhstan et 7 millions pour la famine de 1932-1933 (dont 6 millions en Ukraine et au Nord-Caucase). De toute évidence, cette évaluation sous-estime le bilan réel : le recensement de 1939 fut en effet précédé par celui, jamais publié, de 1937 dont les auteurs furent promptement liquidés pour avoir « diminué le chiffre de la population de l'URSS ». On conçoit que leurs successeurs de 1939 n'aient pas voulu prendre de risque et se soient employés à combler les trous... Comme le disait Staline : « la mort d'un homme est une tragédie, la disparition de milliers de gens est une statistique. » Les statistiques une fois « rectifiées », la famine, réduite au statut d'hypothèse, disparaît de la mémoire des hommes.

Le Parti et le Paysan

Pour les utopistes, le paysan est soit ange, soit bête : âme du peuple, figure de l'identité, porteur des valeurs mythiques d'un âge d'or non encore corrompu par l'échange monétaire et la domination coloniale, ou, à l'inverse, selon les mots féroces de Gorki, grand pourfendeur de "l'individualisme animal des paysans", "totalement démuné de conscience sociale". La première représentation, fort prisée des chantres de l'authenticité, fut portée jusqu'au délire par les khmers rouges qui engloutirent pêle-mêle citadins et paysans dans une entreprise forcenée de régénération sociale. La seconde, qui fut à l'origine des grandes hécatombes soviétiques, mérite d'être développée car elle est au cœur de l'hystérie du développement qui porte en germe le drame éthiopien.

Le mépris à l'égard des paysans "arriérés", individualistes, incapables d'adopter un comportement rationnel, n'est certes par l'apanage des avant-gardes révolutionnaires ; il fonde le discours du développement brandi par les clientèles des Etats comme une légitimation de leur pouvoir et une justification de leurs politiques. Dans beaucoup de pays, la paysannerie est considérée comme une masse amorphe, juste bonne à être ponctionnée pour alimenter la construction nationale et le

développement industriel. Il est des cas, toutefois, où ce mépris, largement partagé par les élites industrialisantes du Tiers-Monde, se double d'une volonté de transformer l'homme et la société. "L'abrutissement de la vie paysanne", jugement sommaire de Marx en forme d'appel du pied à un capitalisme porteur de progrès technique et de différenciation sociale, est vite devenu l'épouvantail des grands et petits maîtres du socialisme réel. La figure du Koulak se superposant à celle du moujik, le paysan archaïque se transforme en ennemi de classe justiciable du traitement radical commenté par Staline en avril 1930 : "Notre politique à l'égard du koulak est une politique de liquidation de ce dernier en tant que classe. Nous avons toléré ces buveurs de sang, ces scorpions et ces vampires. Maintenant nous avons la possibilité de les remplacer par l'économie de nos kolkhozes et de nos sovkhozes." Exit la paysannerie réactionnaire et inefficace, place à l'agriculture mécanisée et "scientifique". On sait les conséquences économiques de ce formidable bouleversement, on oublie trop souvent le cataclysme humain qu'il représenta. Les paysans en sortirent, juchés sur des tracteurs ou empilés sur des charniers. Partout, la mise au pas des campagnes se traduit par des déportations massives et des famines sans précédent.

Plus d'un demi-siècle après la grande transformation décrétée par Staline, le culte du tracteur et le mythe de l'usine agricole restent intacts. Véhicule du progrès, le tracteur est à l'agriculture socialiste ce que la baguette magique est au conte de fée : pétaradant de modernité, hérissé de drapeaux rouges, bardé de propagandistes, il annonce dans les villages l'ère nouvelle promise par les dirigeants et laboure l'avenir radieux à l'horizon des chromos révolutionnaires plantés aux carrefours de Kiev ou d'Addis-Abeba. Cet optimisme technologique s'accompagne d'un engouement jamais démenti pour l'agriculture industrielle à grande échelle. Les déclarations du colonel Mengistu rejoignent celles de Staline dans une vision du futur centrée sur de grands combinats agricoles quadrillés de stations de tracteurs, de brigades de travail et de maisons du peuple. Entre-temps, les débats opposant Boukharine à Staline sur les rythmes et les modalités de la collectivisation ont disparu au profit d'une approche radicale : la sentence de Stroumilin, "notre tâche n'est pas d'étudier l'économie mais de la changer", condamnant Boukharine et autres "idéologues bourgeois-koulaks" à une purge rapprochée, pourrait être citée en exergue des manuels bulgares qui nourrissent les rêves militaro-progressistes de recettes prédigérées du développement intégral.

Dans les faits cependant, cette pseudo-industrialisation s'est vite transformée en véritable bureaucratization et les prétendues économies d'échelle en gaspillage à grande échelle, comme le reconnaît Khrouchtchev qui déclare en 1953 que l'agriculture scientifique produit moins de grain par habitant que les moujiks d'antan avec leurs charrues en bois. De même, le colonel Mengistu admet que la productivité des fermes d'Etat n'est pas supérieure à celle des paysans traditionnels... avant de prôner une accélération de la collectivisation. A l'évidence, les dirigeants d'Addis-Abeba n'ont pris la mesure ni du caractère suicidaire de leurs politiques, ni de l'échec de l'agriculture soviétique, ni même de la remise en cause des communes populaires chinoises, stade ultime des coopératives à l'éthiopienne.

L'attrait du modèle stalinien tient moins à son efficacité – hautement improbable – qu'au fait qu'il fournit un schéma d'évolution, un cadre structurant très rassurant pour les dirigeants avides de progrès. Il tient également aux possibilités de contrôle social qu'il offre dans des pays où la paysannerie est, pour l'essentiel, "non capturée". Dans la plupart des cas, la collectivisation fut principalement policière et extractive : outre les motivations idéologiques, elle s'est surtout imposée comme un moyen de renforcer l'emprise de l'Etat sur les populations et leur production. Il est significatif qu'en U.R.S.S comme en Chine, des difficultés d'approvisionnement furent à l'origine de l'accélération du processus. Partout, la collectivisation apparaît, avec la famine, comme le couronnement d'une entreprise visant à assujettir définitivement les paysans au pouvoir de l'Etat et du Parti.

Ukraine : l'extermination par la faim

Cette volonté de contrôle alliée à une totale incapacité à comprendre le fonctionnement d'une économie rurale ont dégénéré en guerre à outrance contre la paysannerie. Ainsi la famine de 1921 en U.R.S.S est-elle moins due au climat qu'aux exactions du "communisme de guerre". Cette grande famine, qui fit cinq millions de victimes, fut l'aboutissement d'un cycle meurtrier de confiscations, de révoltes et de répressions dont nous aurions totalement oublié le souvenir, n'était la figure légendaire de Makhno. Les réquisitions de récoltes – abusivement qualifiées de surplus – laissèrent les paysans totalement démunis face à la crise climatique et les précipitèrent dans la famine. L'ampleur du désastre et la précarité de la situation incitèrent le Parti à décider d'une pause dans son entreprise de mise au pas des campagnes. La nouvelle politique économique (N.E.P) fournit un temps un cadre plus favorable à la production paysanne avant que des livraisons insuffisantes, liées à des politiques de prix dissuasives, n'entraînent, en 1925, une vigoureuse réaction du régime : 30 000 activistes s'abattirent sur les campagnes pour s'emparer des quotas de céréales réclamés par les planificateurs. Cette confiscation générale fut un succès pour l'Etat : les quantités requises furent effectivement recouvrées et le Parti en conclut que le grain pouvait plus facilement être saisi sur ordre qu'obtenu par le jeu du marché. Pour les paysans, par contre, ces mesures, d'extorsion, qui ne rappelaient que trop la logique du communisme de guerre, confirmèrent la précarité des mesures de libéralisation introduites par la N.E.P. L'incitation à produire, déjà fragilisée par de fréquents changements de cap, en fut définitivement ébranlée.

Le déclin de la production qui en résulta fut aussitôt suivi de nouvelles campagnes de réquisition basées sur l'assomption que d'énormes réserves de grain étaient aux mains des koulaks, définitivement promus au rang de saboteurs. Tandis que les paysans étaient déportés ou collectivisés en masse, les campagnes, saignées à blanc par les "commissions pour l'approvisionnement en pain", s'enfonçaient dans la disette. Malgré les efforts déployés, les livraisons furent chaque année inférieures aux quotas, renforçant en cela la détermination du Parti et le cycle de la répression : à l'été 1932, l'Ukraine, collectivisée et exsangue, se voyait à nouveau imposer des objectifs irréalisables. Une ultime "bataille de la production" s'engageait sous l'égide de la Guépéou, officiellement chargée d'éliminer les saboteurs, d'interdire tout ravitaillement aux kolkhozes n'ayant pas rempli leurs quotas et de s'assurer de la récolte désormais définie comme la propriété "sacré et inviolable" de l'Etat.

Dès lors, le sort de l'Ukraine était scellé ; l'hiver 1933 fut effroyable. Et l'on vit des cohortes de paysans faméliques battre la campagne et s'arracher les charognes autour d'entrepôts bien garnis ; et l'on vit les miliciens tirer à vue sur les affamés surpris à fouiller le sol gelé à la recherche de graines ou de pommes de terre ; et l'on vit les activistes perquisitionner sans relâche parmi les morts et les mourants à la recherche du "blé caché", perçant les murs, sondant les sols, harcelant les survivants suspects, par leur existence même, de détourner le bien de l'Etat pour leur bénéfice personnel. Ces scènes inouïes qui émaillent les récits des survivants² marquent le couronnement d'une politique visant à liquider les paysans en tant que classe et les Ukrainiens en tant que nation. La tragédie ukrainienne est une singulière illustration d'une famine délibérément créée et froidement planifiée jusqu'à ses ultimes conséquences. Elle fut sans doute le premier de ces génocides masqués où des millions d'hommes furent éliminés en silence en plein cœur de l'Europe.

Perspicacité d'Herriot

La négation de la réalité, agrémentée d'une bonne dose de désinformation, fut suffisante pour rassurer durablement une opinion publique naturellement peu portée à admettre l'inacceptable. Pourtant, comme plus tard lors de l'Holocauste, l'évidence du pire fut très tôt avérée : en dépit du black-out imposé à l'Ukraine, les témoignages ne manquaient pas qui furent systématiquement démentis par les autorités soviétiques. Les offres de secours furent rejetées comme de la propagande impérialiste et des voyages organisés en guise de démenti aux "mensonges de la presse bourgeoise". C'est ainsi qu' Edouard Herriot fut convié à visiter les décors en trompe-l'œil de villages potemkines où s'ébrouaient gaiement des agents de la Guépéou déguisés en paysans. A l'issue de cette mise en scène savamment orchestrée, l'ancien président du Conseil, fort disposé à se laisser séduire, se crut autorisé à déclarer : "Lorsqu'on soutient que l'Ukraine est dévastée par la famine, permettez moi de hausser les épaules." Un haussement d'épaule pour six millions de morts... Rendons justice à Edouard Herriot, d'autres que lui, qui n'avaient pas l'excuse de l'ignorance, se prêteront complaisamment à l'opération³, et l'opinion "éclairée" d'alors ne demandait qu'à être trompée.

Ethiopie : la fuite en avant

Rien de semblable en Ethiopie où la famine finit par être admise et l'assistance internationale activement recherchée. A l'évidence, la famine éthiopienne résulte plus des effets conjugués de la sécheresse et de la guerre que d'une volonté délibérée de briser les paysans par la faim. En Erythrée et au Tigré, le conflit qui oppose, depuis de longues années, Addis-Abeba aux mouvements de guérilla a mis les paysans à la merci de la sécheresse et les a fait basculer sans recours dans la famine. Dans ces régions particulièrement sensibles aux aléas climatiques, les ravages de la guerre et les exactions de l'armée ont désorganisé la production agricole, déstructuré la

² Miron Dolot, *Les affamés*, Ramsay, 1986

³ Marco Carynnyk, « *The famine the Times couldn't find* », *Commentary* 76, novembre 1983. Voir également : James W. Crowl, *Angels in Stalin's paradise : western reporters in soviet Russia, 1917 to 1937*, University Press of America, 1982.

société rurale et paralysé les opérations de secours. Au fil des ans, la famine est devenue une arme et l'aide alimentaire un atout pour réduire les oppositions et contrôler les populations. Le fait n'est pas nouveau : de tout temps, la famine a suivi le char de la guerre et l'a parfois précédé. Jamais, pourtant, la famine n'aurait atteint cette intensité si les régions épargnées par le conflit n'avaient été à ce point fragilisées par les expérimentations du régime. Depuis dix ans, l'Ethiopie tout entière s'enfonce dans une situation de disette chronique et dans une dépendance croissante à l'égard de l'aide internationale. Cette évolution ne tient pas à l'hostilité du climat, à l'ingratitude des sols ou à l'archaïsme supposé des paysans éthiopiens. Au contraire, ceux-ci réagissent fort logiquement aux prix qui leurs sont consentis, aux possibilités qui leurs sont offertes, aux structures qui leur sont imposées... en se réfugiant dans l'agriculture de subsistance. Partout, la livraison de quotas obligatoires, la multiplication des taxes, la collectivisation des terres ont découragé la production, étranglé la paysannerie et accru sa vulnérabilité à la sécheresse. A bien des égards, la famine éthiopienne de 1984-1985 ressemble à celle de 1921. Elle ne fut pourtant pas suivie d'une N.E.P, en dépit des avertissements répétés des conseillers soviétiques inquiets des objectifs extravagants du plan décennal lancé en septembre 1984, en pleine période de famine. Dans un mémorandum remis en septembre 1985 aux autorités éthiopiennes⁴, les experts soviétiques préconisaient l'instauration de politiques plus favorables à l'agriculture paysanne. Leurs recommandations, étonnamment proches de celles de la Banque mondiale, ne furent cependant pas retenues par les dirigeants éthiopiens : loin de réévaluer leur stratégie, ils décidèrent d'un traitement de choc destiné à transformer radicalement l'Ethiopie rurale. Profitant de la vulnérabilité d'une société déstructurée par la famine et des moyens fournis par l'aide internationale, ils entreprirent de déplacer et de regrouper en un temps record une grande partie de la population rurale dans de nouvelles structures collectives⁵. En quelques mois, 600 000 affamés furent ainsi transférés de force du nord au sud du pays et 3 millions de paysans furent contraints d'abandonner leurs terres et de se rassembler dans de nombreux villages sous l'œil de la milice.

Ce vaste sursaut volontariste, qui a déjà fait plus de 100 000 victimes et dont les pires conséquences sont aujourd'hui visibles, n'est pas sans rappeler la logique du Grand Bond en avant. On y trouve un même refus des contraintes du réel par une fuite en avant dans l'utopie, une même avalanche d'objectifs pharaoniques où la collectivisation intégrale fait figure de raccourci vers le progrès, une même frénésie transformatrice où l'enthousiasme révolutionnaire est censé suppléer l'absence de préparation, de capitaux et de compétences.

Chine : l'utopie meurtrière

Lancé en 1958 dans un climat quasi hystérique, le Grand Bond en avant prévoyait de doubler la production de céréales et d'acier en un an, de dépasser l'Angleterre en quinze ans. La réalisation de ces miracles fut confiée aux masses dûment cornaquées par des centaines de milliers de cadres renvoyés à la base pour apprendre l'agriculture aux paysans. Des millions de personnes furent ainsi

⁴ *Considerations on the Economic Policy of Ethiopia for the next five years*, mémorandum préparé par le Comité national éthiopien de planification centrale.

⁵ François Jean, *Ethiopie, du bon usage de la famine*, Médecins Sans Frontières, 1986

arrachées de leurs terres dans une débauche de grands travaux hydrauliques et de petits hauts-fourneaux qui se révéleront autant de fiascos : la "métamorphose des rivières et des montagnes" aggrave les inondations qu'elle devait prévenir et la "bataille de l'acier" empêche les paysans de s'occuper de leurs récoltes. Au total, ce double bond agricole et industriel marque le triomphe de l'absurde : la frénésie productiviste débouche sur un effondrement de la production et la "lutte victorieuse contre la nature" sur une famine sans précédent.

Partout, l'application du slogan "plus, plus vite, mieux et plus économiquement", dans tous les domaines, a rapidement tourné à l'emballement général : de peur d'être accusés de déviation droitière les cadres les plus pragmatiques n'auront d'autre alternative que de redoubler d'activisme et d'engager leur région dans une vaste compétition pour le statut de modèle ou de province "spoutnik"⁶. Dans ce climat de surenchère, les objectifs se bousculent, les statistiques bondissent, la propagande devient dithyrambe et le réel lui-même s'efface sous les communiqués des victoires. Tandis que la Chine bascule dans la famine, grands et petits cadres s'intoxiquent mutuellement dans une débauche d'objectifs pulvérisés, de provinces "hydraulisées", de villages "sidérurgisés"... , et il faudra trois ans - et 28 millions de morts - pour que le voile des mots se déchire enfin. A l'heure du bilan, le délire politique pèse aussi lourd que le désastre économique : jamais la catastrophe n'aurait eu cette ampleur si les dirigeants n'avaient été à ce point prisonniers de leurs chimères.

En Ethiopie du moins, les réactions de la communauté internationale ont fait office de fusible contraignant le régime à freiner provisoirement son entreprise de remodelage des campagnes. Les transferts de population furent ainsi suspendus en 1986-1987 pour apaiser les controverses suscitées par l'expulsion de Médecins Sans Frontières. Le répit n'aura pas duré : les opérations de transfert ont redémarré à la faveur de la nouvelle famine et les organisations humanitaires ont été expulsées à la faveur du conflit qui s'intensifie en Érythrée et au Tigré. Sous cette alternance de "pauses de consolidation" et de phases de mobilisation, les politiques du régime n'ont pas changé qui entraînent l'Ethiopie dans une spirale de famine et d'oppression.

⁶ Jean-Luc Domenach, Aux origines du Grand Bond en avant, le cas d'une province chinoise 1956-1958